

37. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) remercie les membres du Conseil de l'appui qu'ils donnent à la CEE. Il tiendra dûment compte des observations faites à propos du renforcement de la coordination au sein même de la Commission, et de l'attention à accorder aux besoins des pays les moins privilégiés de la région européenne.

38. Dans l'ensemble, les membres du Conseil souhaitent que l'action de la CEE s'insère de plus en plus nettement dans une conception globale : le Secrétaire exécutif et la Commission sont convaincus du bien-fondé de cette conception.

39. M. MARAMIS (Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) sait gré aux membres du Conseil de l'appui qu'ils donnent à l'action de la Commission dans sa région, et en particulier à son nouveau programme de travail intégré. M. Maramis assure les membres du Conseil que la CESAP, conformément à leurs vœux, s'efforce de coordonner ses activités avec celles qui sont entreprises sur le plan global.

40. M. IGLESIAS (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) remercie, lui aussi, les membres du Conseil d'encourager les cinq commissions régionales à poursuivre leurs actions dans la voie tracée. Manifestement, les membres du Conseil sont unanimes à penser que la crise économique mondiale actuelle représente pour l'Organisation des Nations Unies une épreuve sans précédent, et que l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats constituent des tâches d'une ampleur également sans précédent, qui ne doivent pas pour autant faire reculer l'Organisation. Manifestement aussi, les Etats membres attachent désormais beaucoup d'importance à l'idée de régionalisme, ce qui impose aux commissions régionales de renforcer leur action.

41. M. ADEDEJI (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) se déclare encouragé par les

observations des membres du Conseil et les assure qu'il s'emploiera à accroître l'efficacité de la CEA. Sans doute faut-il bien voir que la solution des problèmes qui se posent en Afrique ne dépend pas seulement d'efforts à tenter sur le plan national et régional. Par ailleurs, M. Adedeji compte également intensifier la coopération entre la CEA et les autres commissions régionales.

42. M. AL-ATTAR (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale) remercie les Etats membres qui ont encouragé la CEAO à poursuivre son action dans la voie qu'elle s'est tracée.

43. Le représentant du Yémen (1967e séance) a évoqué la nécessité pour la CEAO d'étudier les applications possibles de l'énergie solaire dans la région. La Commission va s'employer à réunir toute l'information technique nécessaire, en s'adressant au Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports et à l'UNESCO, par exemple.

44. Le représentant du Yémen a aussi demandé qu'en Asie occidentale l'effort d'industrialisation ne demeure pas concentré dans certains pays seulement. La Commission partage ce même souci, comme en témoigne son programme de travail pour 1976.

45. Comme l'a dit le représentant de l'Egypte (1969e séance), il faut que les commissions régionales fassent un très gros effort d'information pour faire apprécier au grand public l'action de l'ONU, du Conseil, de ses organes subsidiaires et des institutions spécialisées en matière économique. La CEAO entend participer à ce travail d'information.

46. M. Al-Attar est heureux que les Etats membres semblent convaincus de l'utilité de la décentralisation des fonctions : il est, pour sa part, persuadé que les commissions régionales n'obtiendront des résultats positifs qu'au prix de cette décentralisation.

La séance est levée à 16 h 35.

1971^e séance

Mardi 22 juillet 1975, à 15 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1971

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise (A/10105 et Add.1, A/10106 et Add.1)

1. M. BURNS (Directeur du Bureau de la coopération technique) dit que le point 8 de l'ordre du jour concerne l'aide fournie, d'une part, au Gouvernement de la Guinée-Bissau, et d'autre part aux territoires qui, au moment de la

vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, étaient encore sous la domination portugaise : Angola, îles du Cap-Vert, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe. En application des résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolutions 3339 (XXIX) et 3340 (XXIX)], le Secrétaire général a rédigé deux rapports concernant l'aide de l'ONU et des institutions spécialisées à la Guinée-Bissau (A/10105 et Add.1) et aux territoires sous domination portugaise (A/10106 et Add.1). Il n'a pas reçu assez de renseignements pour rendre compte des mesures prises par les gouvernements en

application des résolutions en question. Il reste encore beaucoup à faire pour soutenir l'effort de reconstruction et de développement des Etats qui viennent ou qui sont sur le point d'accéder à l'indépendance, et M. Burns prie instamment les pays qui ne l'ont pas encore fait de fournir des renseignements sur leurs activités d'assistance car l'inventaire des mesures prises par les Etats Membres servira de point de départ aux délibérations de la trentième session de l'Assemblée générale.

2. M. BARREIROS MARTINS (Observateur du Portugal), prenant la parole sur l'invitation du Président, se propose de donner des indications sur le concours et l'aide du Gouvernement portugais aux Etats de Guinée-Bissau, du Mozambique, du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe et au territoire de Timor.

3. Avec la Guinée-Bissau, le Portugal a conclu plusieurs accords entraînant notamment l'octroi d'un prêt; avant même la conclusion de l'accord, des équipes médicales et du personnel enseignant avaient été envoyés en Guinée-Bissau.

4. Pour ce qui est du Mozambique, le Portugal a fourni plus de 100 millions de dollars au Gouvernement de transition, entre septembre 1974 et juin 1975, à quoi s'ajoutent le montant des emprunts contractés sous la responsabilité du Gouvernement portugais, une contribution pour le barrage de Cabora Bassa, des subsides visant à résoudre les problèmes de la décolonisation, et la prise en charge des postes du budget relatifs aux engagements contractés envers le Portugal par l'Etat du Mozambique. Avant l'accession du Mozambique à l'indépendance, en juin 1975, le Portugal avait signé avec le Gouvernement de transition plusieurs accords d'ordre général ou particulier.

5. Pour ce qui est du Cap-Vert, la charge financière assumée par le Portugal s'est élevée, en 1974, à plus de 35 millions de dollars, dont un secours d'urgence de près de 19 millions de dollars et des engagements de plus de 6 millions de dollars au titre du quatrième Plan de développement. Les deux Etats ont signé un accord général de coopération et d'amitié et un accord scientifique et technique.

6. Pour São Tomé et Príncipe, l'aide portugaise s'élève à plus de 5 millions de dollars pour 1974 et à plus de 3 millions de dollars pour 1975; il est probable d'ailleurs que cette dernière somme sera encore relevée. Le jour de l'accession à l'indépendance, les deux Etats ont également conclu un accord de coopération et d'amitié et un accord de coopération scientifique et technique.

7. L'aide économique du Gouvernement portugais en faveur du territoire de Timor a été portée à plus de 12,5 millions de dollars en 1974. Pour le premier semestre de 1975, l'apport s'élève à près de 7 millions de dollars d'après des estimations qui seront peut-être dépassées dans les faits.

8. Telle est la contribution du Portugal en faveur des Etats de la Guinée-Bissau, du Mozambique, du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe, et du territoire de Timor. Elle représente un effort énorme pour le Portugal qui, étant donné l'ampleur des besoins, apprécierait vivement toute contribution économique, financière et technique que l'ONU et les institutions apparentées pourraient envisager.

9. M. SAKALA (Zambie) dit que la phase de reconstruction et de consolidation nationale des anciens territoires portugais devenus indépendants sera pleine de difficultés. Il faut donc que la communauté internationale apporte une aide d'urgence dans le respect de la souveraineté des nouveaux Etats, d'autant plus que certains d'entre eux assumeront peut-être des responsabilités internationales à l'égard de territoires se trouvant encore sous la domination de régimes racistes. Pour sa part, la Zambie continuera à aider de son mieux les anciens territoires portugais et leurs peuples, comme elle le faisait déjà pendant leur lutte de libération. C'est ainsi qu'elle s'emploie à assurer le retour de milliers de réfugiés dans leurs foyers.

10. La Zambie, convaincue que l'accession de ces territoires à l'indépendance ouvre des possibilités de coopération fructueuse dans de nombreux domaines, demande instamment à tous les Etats Membres qui en ont les moyens, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales, de donner à ces territoires toute l'aide nécessaire pour qu'ils puissent se développer conformément au programme qu'ils ont établi.

11. M. KASTOFT (Danemark) rappelle que le Danemark a aidé les mouvements de libération nationale dans les territoires sous domination portugaise et qu'il apporte son aide aux nouveaux Etats.

12. En 1974/75, le Danemark a aidé financièrement la Guinée-Bissau, par l'intermédiaire du HCR, pour le relogement des réfugiés qui se trouvent encore au Sénégal et en Gambie. Il fournira une contribution complémentaire, en nature ou dans le cadre de projets, par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies.

13. Au Mozambique, le Gouvernement danois a aidé financièrement le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), directement ou par l'intermédiaire du HCR et du Conseil œcuménique des Eglises. Pour l'exercice 1975/76, il se propose de verser près de 2 millions de dollars au titre de l'aide bilatérale et il a fait une contribution au HCR pour un projet de relogement.

14. En Angola, le Danemark a envoyé en 1974/75 près de 800 000 dollars au MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), directement, et une contribution en nature par l'intermédiaire du Conseil œcuménique des Eglises. Par l'intermédiaire de l'OUA, il a aidé les mouvements de libération de l'Angola et du Mozambique. En 1975/76, il fera une contribution de plus de 1 million de dollars à l'Angola après son accession à l'indépendance.

15. Toute cette aide est minime par rapport aux besoins. M. Kastoft est donc heureux d'apprendre que le Portugal a l'intention d'aider ses anciens territoires et il espère que d'autres pays feront de même. Il se félicite que le Conseil d'administration du PNUD ait décidé, à sa vingtième session, de fournir une assistance à l'Angola, à la Guinée-Bissau et au Mozambique, au titre de son programme ordinaire (voir E/5703, par. 187).

16. M. MICHEEL (République démocratique allemande) dit que son pays a toujours soutenu les mouvements de libération des peuples africains sous domination portugaise

et qu'il entretient aujourd'hui des relations amicales avec les nouveaux Etats souverains. Outre l'aide officielle de l'Etat, la population de la République démocratique allemande contribue bénévolement à un fonds de solidarité. Du personnel enseignant et des cadres médicaux ont été envoyés en Afrique, tandis que des étudiants et ouvriers africains délégués par les mouvements de libération étaient accueillis en République démocratique allemande pour y parfaire leur formation. Ainsi, la République démocratique allemande a conclu avec la jeune République de Guinée-Bissau un accord prévoyant l'envoi de consultants et d'experts en Guinée-Bissau et la formation professionnelle de Guinéens en République démocratique allemande.

17. La solidarité avec la Guinée s'étend aussi à la population des îles du Cap-Vert, notamment sous forme d'envoi de vivres et de médicaments.

18. Pendant plus de dix ans, la République démocratique allemande a soutenu le FRELIMO, par la formation de cadres, l'envoi de personnel enseignant et de matériel scolaire la prise en charge du traitement médical des combattants et l'envoi de dons. Enfin, le jour de l'accession à l'indépendance, en 1975, les deux républiques ont convenu d'établir des relations diplomatiques.

19. La République démocratique allemande continuera à apporter son concours aux anciens territoires portugais, tant par une aide bilatérale qu'en s'efforçant de faire appliquer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

20. M. da COSTA (Brésil) rappelle que, depuis toujours, le Brésil manifeste activement sa sympathie aux jeunes nations qui accèdent à l'indépendance mais se sent d'autant plus proche d'elles quand il s'agit de pays avec lesquels le Brésil partage tout un patrimoine. En février 1975, le Gouvernement brésilien a envoyé en Guinée-Bissau 18 tonnes de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques. Sur le plan de la coopération technique, le Brésil participe à la mise en place d'un système de télécommunications en Guinée-Bissau et a également offert à ce pays des bourses d'études. Le Brésil a aussi décidé de donner un appui à l'exécution de projets présentés par les îles du Cap-Vert et par l'Angola. Quand les anciennes colonies portugaises ont eu besoin de secours d'urgence, le Brésil a envoyé 150 tonnes de produits alimentaires aux îles du Cap-Vert et 16 tonnes de produits alimentaires et de produits pharmaceutiques en Angola. Le Brésil va également verser une contribution financière au HCR pour faciliter le rapatriement de certains résidents du Mozambique.

21. M. NGALLI-MARSALA (Congo) dit que l'assistance économique, financière et technique que l'ONU et ses institutions spécialisées ont accordée promptement à la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise est très encourageante. Les jeunes Etats africains sont donc fondés à mettre de nouveaux espoirs dans l'ONU qui aura finalement été leur alliée historique tout au long des luttes de libération qu'ils ont livrées. Le représentant du Congo a confiance que l'ONU ne trahira pas ces espoirs et saura déclencher un véritable processus de solidarité internationale.

22. M. CISSE (Mali) reconnaît lui aussi à l'ONU le mérite d'avoir mesuré, dès 1974, les difficultés auxquelles allaient se heurter la Guinée-Bissau et les territoires qui étaient encore sous domination portugaise et d'avoir engagé rapidement une action concrète en leur faveur. L'Angola mis à part, tous ces territoires sont aujourd'hui indépendants, mais se heurtent encore à de multiples difficultés. Le représentant du Mali espère que la communauté internationale leur accordera une aide encore plus grande.

23. M. FASLA (Algérie) tient à remercier les gouvernements et les peuples de tous les pays qui ont déjà donné suite aux résolutions de l'Assemblée générale concernant l'aide à la Guinée-Bissau et aux territoires sous domination portugaise. De son côté, l'ONU se doit de dépasser le stade de l'évaluation pour accorder à ces pays une aide concrète beaucoup plus importante encore, en mettant à contribution aussi bien les pays riches que les pays en voie de développement qui ont la possibilité de fournir une assistance économique et technique. Pour sa part, l'Algérie a déjà signé plusieurs accords de coopération économique et technique avec la Guinée-Bissau et avec les îles du Cap-Vert. Plusieurs boursiers originaires d'autres territoires portugais font actuellement des études en Algérie.

24. Le représentant de l'Algérie tient à rendre hommage aux autorités portugaises qui, malgré de nombreuses difficultés, s'efforcent d'aider leurs anciennes colonies à accéder à l'indépendance dans la paix et de les soutenir dans leur effort d'édification nationale.

25. Le comte YORK (République fédérale d'Allemagne) signale que, dès 1974, la République fédérale a lancé un grand programme en Guinée-Bissau en collaboration avec le FISE. Dès que ce pays a accédé à l'indépendance, la République fédérale d'Allemagne lui a accordé des dons et elle a pris avec son gouvernement des contacts bilatéraux pour voir quelle forme pourrait prendre une coopération accrue en vue du développement du pays. Elle en a fait de même avec le Gouvernement des îles du Cap-Vert et elle est toute disposée à étudier les moyens d'établir une coopération du même ordre avec les autres territoires sous domination portugaise si ceux-ci le souhaitent.

26. M. DINU (Roumanie) rappelle que la Roumanie appuie fermement les efforts tentés par les peuples libérés du joug colonial pour consolider leur indépendance, comme en témoignent de nombreuses rencontres entre les dirigeants roumains et les dirigeants des mouvements de libération nationale. L'ONU se doit d'aider ces jeunes pays dans leur tâche de reconstruction et de développement économique et social, et la délégation roumaine a noté avec satisfaction que le Conseil d'administration du PNUD a décidé d'approuver un chiffre indicatif de planification pour la Guinée-Bissau pour la période 1977-1981. Mais les organismes des Nations Unies devraient accorder à ces pays comme aux peuples qui sont encore sous domination coloniale un appui plus substantiel encore, sous forme d'assistance économique, technique, sanitaire, culturelle, et sous forme aussi de programmes de formation de cadres.

27. M. PETRONE (Italie) signale que les autorités italiennes, pour donner suite aux résolutions 3339 (XXIX) et 3340 (XXIX) de l'Assemblée générale, ont déjà informé le

Secrétaire général qu'elles souhaitent établir des liens de coopération économique et technique avec la Guinée-Bissau et qu'à cet effet des contacts sont envisagés. Les autorités italiennes envisagent également de mettre en place une coopération économique et technique avec le Mozambique et l'Angola.

28. M. FALL (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que l'assistance fournie par le FISE, depuis déjà plusieurs années, à la Guinée-Bissau et aux territoires sous domination portugaise atteint le chiffre de 2 millions de dollars. En établissant ses programmes d'aide à ces pays et territoires, le FISE collabore étroitement non seulement avec les organismes compétents des Nations Unies mais aussi avec l'OUA et avec les programmes d'aide bilatérale. Par suite de l'évolution politique dans ces pays, il devrait être possible d'élaborer des programmes plus nombreux et de les exécuter dans des conditions plus favorables. Ces pays ont d'autant plus besoin d'assistance que la plupart d'entre eux sont au nombre des pays en voie de développement les moins avancés, que certains, comme les îles du Cap-Vert, ont récemment été frappés par une sécheresse catastrophique et que la guerre a bloqué leur développement. La situation de ces pays appelle donc en priorité des opérations d'urgence, des opérations de reconstruction et des opérations de développement. Le Conseil d'administration du FISE n'a pas manqué, en 1975, d'apporter l'attention requise aux programmes à exécuter dans ces pays et il est certain que la communauté internationale devrait faire preuve, en leur faveur, d'une générosité accrue.

29. M. BOURGOIS (Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle que le Conseil d'administration du PNUD a examiné à ses trois dernières sessions les mesures à prendre en faveur des pays et des peuples coloniaux, y compris de la Guinée-Bissau et des autres pays et territoires portugais. Les décisions prises par le Conseil d'administration lors de sa vingtième session, en juin 1975, tendent à accroître l'aide que le PNUD peut fournir à ces pays et territoires, grâce à une programmation adaptée à leurs besoins particuliers.

30. Par ailleurs, la nomination d'un représentant résident du PNUD en Guinée-Bissau permet d'organiser l'assistance fournie par les Nations Unies comme un ensemble intégré. En outre, les procédures du PNUD s'appliquent en l'occurrence avec toute la souplesse voulue, dans l'esprit même des "dimensions nouvelles" de la coopération technique que le Conseil d'administration du PNUD a récemment approuvées (voir E/5703, par. 54).

31. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) signale les mesures que son gouvernement a déjà prises pour apporter une assistance économique, financière et technique à la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise : le Royaume-Uni a versé une contribution de 200 000 livres au profit du programme exécuté en Guinée-Bissau par le HCR, et fourni des moyens de transport. Par ailleurs, il se propose d'envoyer une mission en Guinée-Bissau pour étudier des projets de développement agricole qui pourraient bénéficier par la suite d'une aide bilatérale. En tout état de cause, le Royaume-Uni participera à l'action de diverses instances internationales dont il est membre, telles que la Communauté économique européenne, qui accorde

déjà une aide alimentaire à la Guinée-Bissau. La Communauté est aussi en mesure d'accorder une aide de ce genre aux îles du Cap-Vert. En ce qui concerne São Tomé et Príncipe, le Royaume-Uni estime que l'assistance à fournir sera plus fructueuse si elle émane des organisations multilatérales compétentes.

32. Dans le cas du Mozambique, le Gouvernement du Royaume-Uni, répondant à l'appel lancé par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, a fourni en février 1975 les services d'un transporteur aérien. Il a également versé une contribution de 300 000 livres au HCR au profit du Mozambique, et a fait don d'un certain nombre d'ambulances à ce pays quand il a accédé à l'indépendance. Le Royaume-Uni a déjà engagé avec le Mozambique des pourparlers en vue d'établir ultérieurement une coopération bilatérale. M. Mackenzie espère qu'il sera possible de mettre au point, sous l'égide des Nations Unies, un programme d'assistance internationale au profit du Mozambique, auquel le Royaume-Uni serait disposé à prêter un concours généreux. Un programme de ce genre aiderait le Mozambique indépendant à appliquer des sanctions contre le régime illégal de Rhodésie.

33. M. KEITA (Guinée) dit que les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont toujours les victimes d'un système d'exploitation inique qui les maintient dans un état révoltant de sous-développement et de sujétion. Des Etats qui, par ailleurs, se disent prêts à aider ces pays à sortir de leur sous-développement fournissent les armes qui servent à massacrer des populations innocentes. Le problème essentiel est celui de l'application des résolutions concernant l'octroi de l'indépendance à tous les peuples. Tant qu'une portion du continent africain sera occupée, aucun pays africain ne se sentira libre. Après avoir subi des siècles de domination coloniale, les territoires considérés ont un besoin urgent d'aide pour asseoir leur indépendance politique durement acquise et parvenir ensuite à l'indépendance économique. Il faut que les organismes des Nations Unies comme les Etats redoublent d'efforts. Au nom des peuples opprimés, le représentant de la Guinée lance un appel à la communauté internationale, à laquelle il appartient de venir en aide aux Etats nouvellement indépendants. Il prend note avec satisfaction de la déclaration faite par le représentant du PNUD à propos de l'assouplissement des procédures au profit des territoires qui ont particulièrement besoin d'aide.

34. M. DUMAS (France) souligne que la France, toujours attentive aux exigences de la coopération internationale et désireuse de fournir une aide aux territoires considérés, a essayé de traduire ses sentiments par des actes. La coopération avec le Mozambique, dont l'indépendance est très récente, en est au stade de la préprogrammation, mais avec la Guinée-Bissau il existe déjà une coopération appréciable dans plusieurs domaines et, en ce qui concerne l'Angola, l'étude de divers projets est à un stade avancé. Evoquant divers exemples de coopération, le représentant de la France indique que sa délégation apprécie les actions entreprises pour fournir l'assistance nécessaire aux nouveaux Etats.

35. M. MUDHO (Kenya) insiste sur la nécessité de fournir d'urgence une assistance économique, financière et tech-

nique à la Guinée-Bissau et aux territoires qui sont encore sous domination portugaise, afin que ces pays puissent devenir des Etats-nations viables. Il remercie les gouvernements qui fournissent une assistance à ces territoires, en application des deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet. Le Kenya a toujours fourni et continuera à fournir, dans la limite de ses ressources humaines et autres, toute l'aide financière et matérielle possible aux peuples et aux territoires qui sont encore sous la domination coloniale ou qui viennent d'accéder à l'indépendance.

36. M. ZHUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que l'Union soviétique a toujours appuyé les mouvements de libération nationale et les a aidés de diverses manières. Le Gouvernement soviétique a été l'un des premiers à reconnaître la Guinée-Bissau, à laquelle il fournit une aide économique en vertu de divers accords de coopération. D'autre part, l'Union soviétique a établi récemment des relations diplomatiques avec le Mozambique et va lui fournir une aide, surtout dans le domaine de la formation.

37. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note des rapports du Secrétaire général sur l'assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau (A/10105 et Add.1) et sur l'assistance économique, financière et technique aux territoires encore sous domination portugaise (A/10106 et Add.1) et de les transmettre à l'Assemblée générale à sa trentième session.

Il en est ainsi décidé.

38. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil en a terminé avec l'examen du point 8 de l'ordre du jour.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/5722 et Corr.1, E/5723, E/5728, E/L.1665, E/L.1670]

39. M. MARTÍNEZ (Argentine) demande que l'examen du projet de résolution sur la coopération régionale présenté par l'Algérie, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Indonésie, le Mexique, la Roumanie, la Thaïlande et la Yougoslavie (E/L.1670) soit renvoyé au lendemain pour que les consultations officielles en vue d'élaborer un texte susceptible d'être adopté par consensus puissent se poursuivre; cela permettrait également aux délégations de recevoir des instructions de leurs gouvernements.

Il en est ainsi décidé.

40. M. Van LAETHEM (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) estime que l'activité des commissions régionales est une forme d'activité des Nations Unies qui mérite spécialement l'attention et le soutien du Conseil. Les débats du Conseil à ce sujet, auxquels les délégations ont largement participé, ont d'ailleurs été très constructifs. Les commissions régionales sont fort différentes les unes des autres à plusieurs égards mais certains traits communs les caractérisent. Elles sont dirigées par des

éléments de qualité qui font preuve de beaucoup de dynamisme et de dévouement, et dans certaines d'entre elles, des équipes de collaborateurs se sont peu à peu constituées et travaillent dans un climat de coopération et d'amitié. Enfin, étant en contact étroit avec les réalités économiques régionales et avec les responsables économiques de la région, chaque commission a des possibilités de connaissance et d'approche des problèmes dont l'ONU peut et doit tirer de larges profits. Les commissions régionales constituent, en fait, des relais techniques et géographiques qui sont devenus indispensables. Il serait bon, par conséquent, que les gouvernements renforcent par du personnel de qualité, le cas échéant détaché de leurs administrations, celles des commissions qui sont encore trop faibles pour réaliser ce qu'elles ont à faire ou qui ont besoin de se développer. Les chances de ces commissions de s'imposer et de jouer un rôle croissant reposeront très largement sur les talents qu'elles pourront mettre à la disposition des gouvernements de la région et sur l'audience et l'autorité que, grâce à leur personnel qualifié, elles acquerront progressivement auprès des dirigeants nationaux. Des exigences accrues sur le plan financier peuvent découler de ce qui précède; il conviendra que les organes financiers compétents des Nations Unies les gardent présentes à l'esprit.

41. Il faut d'autre part que les commissions régionales aient des occasions de s'affirmer. C'est là essentiellement mais non exclusivement la responsabilité du Secrétariat de l'ONU qui pourrait associer ces commissions plus étroitement, lorsque la chose est possible, à la conception de la politique globale, solliciter leurs suggestions ou leurs initiatives pour la formulation et l'exécution de projets de caractère régional ou sous-régional, développer les relations directes entre les commissions et rechercher les zones de coopération propices à leur action en commun, enfin leur confier des pouvoirs opérationnels croissants dans des domaines d'assistance technique autrefois traités exclusivement depuis le Siège. Le Secrétaire général adjoint s'attachera personnellement à promouvoir ces diverses formes d'action des commissions régionales. Le succès des efforts entrepris dépendra pour une grande part du soutien des gouvernements qui devront, dans certains cas, résister à la tentation de court-circuiter ces organes régionaux, ce qui leur arrive en arguant du fait, d'ailleurs exact, qu'ils sont encore parfois insuffisamment compétents dans certains domaines. Les gouvernements devraient veiller à ce que certaines attitudes de leurs services nationaux soient harmonisées avec les vœux et recommandations formulés au plan international en faveur de l'accroissement des responsabilités des commissions régionales. Dans cette phase de mutation, il peut être utile que les délégations s'appliquent tout spécialement à encourager cet effort d'harmonisation. Cela permettra d'accélérer dans les faits une évolution nécessaire et sur le principe de laquelle les esprits semblent maintenant s'être nettement accordés.

42. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEE pour la période du 30 avril 1974 au 24 avril 1975 (E/5651), des opinions exprimées pendant les débats de la Commission ainsi que des résolutions et autres décisions adoptées par la Commission à sa trentième session et qui font l'objet de la quatrième partie de ce rapport, et d'approuver également le programme de travail et l'ordre de

priorités qui figurent dans les cinquième et sixième parties du rapport.

Il en est ainsi décidé.

43. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CESAP pour la période du 7 avril 1974 au 7 mars 1975 (E/5656) ainsi que des recommandations et résolutions figurant dans les chapitres II et III de ce rapport, d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant au chapitre IV du rapport et de modifier le libellé du paragraphe 2 du mandat de la Commission afin de lire "Australie" au lieu de "Australie continentale".

Il en est ainsi décidé.

44. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEPAL pour la période du 10 mars 1974 au 6 mai 1975 (E/5608/Rev.1) ainsi que des résolutions figurant dans la troisième partie de ce rapport; d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant dans la cinquième partie du rapport; et de prendre note du rapport du Comité plénier de la CEPAL sur sa neuvième session extraordinaire (E/5608/Add.1) ainsi que des résolutions figurant dans la deuxième partie de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

45. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter le projet de résolution recommandé par le Conseil des ministres de la CEA, qui figure dans la partie IV du rapport annuel de la CEA (E/5657 et Corr.2).

Il en est ainsi décidé.

46. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEAO sur sa deuxième session (E/5658) ainsi que des résolutions figurant dans ce rapport et d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités faisant l'objet du chapitre IV de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

47. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport annuel sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales (E/5700).

Il en est ainsi décidé.

48. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations (E/5619) ainsi que d'un extrait du rapport du Conseil du commerce et du développement sur la deuxième partie de sa quatorzième session (E/L.1665).

Il en est ainsi décidé.

49. Le PRÉSIDENT fait observer que, conformément à la résolution 1819 (LV) du Conseil, le Conseil aurait dû être saisi d'un rapport du Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international mais que ce rapport ne lui a pas été communiqué. Il propose au Conseil de prier le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et unième session le rapport susmentionné ainsi que les observations et suggestions du Conseil du commerce et du développement à ce sujet.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 25.

1972^e séance

Mercredi 23 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1972

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance économique à la Zambie (E/L.1671, E/L.1672)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 6 de l'ordre du jour. Le Conseil est saisi du projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (E/L.1671), et d'un exposé présenté par le Secrétaire général des incidences budgétaires de ce projet (E/L.1672).

2. Sir Robert JACKSON (Secrétaire général adjoint, Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie) dit que, depuis son dernier rapport oral au Conseil, il y a presque un an (1913^e séance), de grands changements politiques se sont produits en Afrique australe, et qu'à coup sûr il s'en produira d'autres. Pendant cette période, la grande majorité des pays du monde ont été aux prises avec une inflation grave et des récessions majeures. La Zambie

n'y a pas échappé et a dû, en outre, supporter la charge exceptionnelle que représente le coût du nouvel itinéraire de ses exportations et de ses importations.

3. Voilà près de dix ans que le régime de Rhodésie du Sud a proclamé unilatéralement l'indépendance; au cours des années qui ont suivi, la Zambie, en fermant sa frontière méridionale, a consenti d'immenses sacrifices pour appliquer la politique de sanctions contre ce régime décidée par l'Organisation des Nations Unies. C'est une des tâches de sir Robert Jackson de faire savoir à tous les Etats Membres combien cette attitude a coûté à la Zambie, non seulement financièrement, mais aussi par ses incidences sur le développement national et la vie du peuple zambien.

4. Sir Robert Jackson arrive droit de Lusaka et est donc en mesure de faire le point de la situation sur le champ. Dans le rapport oral présenté au Conseil deux ans aupa-